



European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)



European Federation of Public Service Unions
Fédération Syndicale Européenne des Services
Publics

Communiqué de Presse conjoint – 23 février 2010

24 FÉVRIER 2010 : GRÈVE GÉNÉRALE DE LA GSEE ET IMPORTANTES MANIFESTATIONS

Les syndicats européens soutiennent pleinement la grève générale en Grèce et demandent aux ministres de la zone euro d’opter pour des plans réalistes et socialement acceptables.

Les syndicats européens suivent la situation en Grèce avec grande inquiétude et en particulier les pressions pour plus d’austérité exercées sur le gouvernement grec par la Commission, les ministres de l’euro zone et la Banque centrale européenne (BCE). Le monde du travail en Europe est totalement solidaire des travailleurs grecs dans leur lutte contre les suppressions d’emplois, le gel et les réductions des salaires et des retraites. Le message de l’Europe au peuple grec devrait être un message de stabilité et de progrès social et non pas de privations et de dumping social.

« Nous ne soutenons pas la pression des ministres de la zone euro sur la Grèce pour prendre des décisions précipitées qui affecteront les pauvres, les malades, les personnes âgées et bouleverseront le tissu social de la société grecque. Nous voulons des plans bien équilibrés et socialement acceptables. » a déclaré John Monks, le Secrétaire général de la Confédération européenne des Syndicats (CES), en soutien aux centaines de milliers de travailleurs participant aux manifestations du 24 février 2010.

Le gouvernement a annoncé un train de mesures d’austérité rigoureuses comprenant des réductions radicales des salaires et des retraites, des augmentations d’impôts, une privatisation à large échelle des entreprises publiques et des réductions des services de santé et d’autres services publics ainsi que des administrations locales. Loin de s’attaquer au problème, ces mesures ne feront qu’aggraver la crise en augmentant le chômage, en détruisant la solidarité sociale, en provoquant une réduction de la consommation des ménages et en étranglant l’activité économique. Malgré cela, les ministres des finances de l’euro zone et la BCE font pression sur la Grèce pour un paquet de mesures plus dures encore pour la mi-mars.

« Les ministres ont tort de s'engager dans le court terme. Nous avons besoin de plans réalistes et à long terme négociés avec les syndicats. Le gouvernement, les syndicats et les employeurs doivent trouver des solutions communes qui construisent et non détruisent la société grecque en supprimant des emplois de manière irréversible, en remettant en cause les droits des travailleurs et en privatisant les services et entreprises publics » déclare Carola Fischbach-Pyttel, Secrétaire générale de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). Et elle ajoute : *« Les ministres cèdent encore une fois aux banques et aux spéculateurs financiers. Franchement, nous en avons assez. La colère grandira encore si les banques et les institutions financières continuent à être protégées et que les spéculateurs ne sont pas sanctionnés pour leur comportement irresponsable. »*

Les syndicats grecs sont pleinement conscients de la grave situation dans laquelle est plongé le pays. Toutefois, ils soulignent qu'une fois encore le fardeau est injustement supporté par les travailleurs qui ont déjà vécu l'érosion progressive de leurs droits, de leurs retraites et de leurs revenus. Les syndicats grecs proposent plutôt une politique diversifiée radicalement différente qui soutienne les investissements, la croissance et l'emploi, protège les revenus, revalorise le rôle régulateur de l'Etat et maintient la cohésion sociale et l'environnement. Ils demandent une imposition équitable et efficace et des mesures contre l'économie souterraine, la fraude et l'évasion fiscales. Forts du plein soutien du mouvement syndical européen, les travailleurs grecs sont déterminés à résister aux mesures en faveur des marchés et des banques au détriment de la société et de l'économie réelle.

La CES plaide pour des euro-obligations, une agence européenne de notation et de nouvelles recettes fiscales y compris une taxe sur les opérations financières.

Les confédérations syndicales grecques GSEE et Adedy sont membres de la CES. La FSESP est également membre de la CES et défend les travailleurs des services publics dans toute l'Europe.

Pour plus d'informations :

- Pour la CES, veuillez contacter Patricia Grillo, pgrillo@etuc.org, + 32 2 2240430
- Pour la FSESP, veuillez contacter Jan Willem Goudriaan, epsu@epsu.org, + 32 2 2501080

Voir également les positions sur la crise économique, financière et sociale : pour la CES sur <http://www.etuc.org/r/1378> et pour la FSESP sur <http://www.epsu.org/r/447>.